

Document

La dégradation des banques

(par Barry Grey - mondialisation.ca)

20 septembre 2011

Article original, WSWS, paru le 15 septembre 2011.

L'agence de notation Moody's a dégradé mercredi deux des plus importantes banques de France, accentuant ainsi la pression sur les gouvernements à travers l'Europe pour imposer des mesures d'austérité contre la classe ouvrière.

Moody's a déclassé la note de la deuxième banque de France, la Société Générale, de Aa2 à Aa3 et a dégradé celle de la troisième plus grande banque, le Crédit Agricole, de Aa1 à Aa2, en raison de leur exposition aux avoirs en obligations du gouvernement grec. L'agence a laissé inchangée la note de crédit de BNP Paribas, la plus grande banque de France, à Aa2, tout en maintenant sa surveillance négative.

La décision qui avait été largement anticipée s'est produite au milieu d'inquiétudes grandissantes quant à un défaut de paiement de la Grèce et par conséquent d'un effondrement de la confiance dans les banques françaises et autres banques européennes qui détiennent des actifs considérables en obligations grecques.

Les dirigeants politiques en Allemagne, en France et aux Etats-Unis sont intervenus de façon démonstrative mardi et mercredi pour rassurer les marchés financiers sur le fait que la Grèce ne se trouvait pas au bord de la faillite tout en insistant sur le fait que le gouvernement social-démocrate PASOK intensifie ses attaques contre les emplois et le niveau de vie des travailleurs grecs.

La chancelière allemande, Angela Merkel, a contredit les déclarations de son vice-chancelier et ministre de l'Economie, Philipp Rösler, évoquant son soutien pour une « mise en faillite ordonnée » de la Grèce comme alternative à de nouveaux plans d'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international. Elle a dit qu'elle était convaincue que la « troïka », qui supervise le prêt de 110 milliards d'euros pour la Grèce - l'UE, le FMI et la Banque centrale européenne (BCE) - approuverait la prochaine tranche du plan d'aide de 8 milliards d'euros dont la Grèce dit avoir besoin dans les prochains jours pour éviter un défaut de paiement sur le versement des salaires et des retraites.

En choisissant délibérément ses mots, elle a dit qu'elle n'écartait pas en principe une faillite de la Grèce. « La priorité absolue est d'éviter un défaut de paiement incontrôlé, » a dit Merkel.

Mercredi, elle a tenu une téléconférence avec le président français Nicolas Sarkozy et le premier ministre grec George Papandreou à la suite de laquelle tous trois ont publié des communiqués réaffirmant leur engagement commun à aider la Grèce en la maintenant dans la zone euro - à la condition explicite que la Grèce remplisse les objectifs fixés de réduction du déficit et de la dette et qui ont déjà plongé le pays dans une dépression.

Le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, a également cherché à rassurer les marchés financiers. Dans un discours prononcé à New York devant une conférence co-organisée par la

chaîne financière CNBC et le magazine *Institutional Investor*, et lors d'interviews ultérieures, il a déclaré être convaincu que les puissances européennes prendraient toutes les mesures nécessaires pour éviter un défaut de la Grèce et pour juguler la crise de la dette souveraine qui menace de miner l'euro et les banques.

Geithner a clairement indiqué toutefois que les Etats-Unis considéraient que les initiatives prises par l'Europe étaient nettement insuffisantes. Il a demandé aux gouvernements européens d'utiliser « une force décisive » pour faire face à la crise financière du continent en ajoutant, « Ils vont devoir agir plus vite. »

En indiquant la grande inquiétude régnant à Washington quant à la détérioration de la situation financière en Europe, Geithner a pris la décision sans précédent d'assister vendredi à la réunion des ministres de l'Economie et des Finances de l'Union européenne (Ecofin) et qui se tiendra à Wrocław, en Pologne.

L'objectif principal de la téléconférence de mercredi était de toute évidence de dicter la loi à la Grèce et d'extorquer une promesse de nouveaux licenciements et de coupes budgétaires. Au cours du week-end, après que les négociateurs de l'UE, du FMI et de la BCE ont mis fin aux pourparlers relatifs aux prochaines tranches du plan d'aide parce que la Grèce avait dépassé de 2 milliards d'euros son objectif de déficit, Papandreou a annoncé une hausse de 2 milliards d'euros des impôts sur les propriétés immobilières. Les marchés financiers ont toutefois ignoré la décision et intensifié leurs paris spéculatifs que la Grèce ferait défaut.

Comme le rapportait le *Financial Times* mercredi, « Parmi les mesures que M. Papandreou devrait discuter avec l'Allemagne et la France il y a la décision de licencier l'année prochaine davantage de travailleurs du secteur public, l'une des exigences exprimées par les négociateurs de l'Union européenne et du FMI. Les nouvelles suppressions devraient probablement dépasser les 40.000. »

Les réductions massives déjà imposées ont entraîné une forte contraction de l'économie grecque et une montée en flèche du chômage, réduisant les recettes fiscales et aggravant la crise de la dette grecque. Les recettes fiscales de la Grèce ont chuté de 5,3 pour cent au cours des huit premiers mois de cette année. Les nouvelles réductions ne feront qu'aggraver la crise mais la bourgeoisie internationale est déterminée à exploiter la crise financière pour démolir tous les acquis sociaux du siècle dernier et jeter la classe ouvrière dans la pauvreté.

L'Italie, qui s'est trouvée en butte aux attaques des marchés financiers, a finalisé mercredi de nouvelles mesures d'austérité. La veille, le gouvernement italien avait dû payer un taux d'intérêt record de 5.6 pour cent pour la vente d'obligations à 5 ans d'un montant total de 6,5 milliards d'euros, et ce malgré une intervention massive le mois passé de la Banque centrale européenne pour soutenir la dette du pays.

Le parlement italien a définitivement adopté un budget d'austérité de 54 milliards d'euros qui vise à éliminer le déficit du pays d'ici 2013. Mais, ceci n'est considéré être que le premier pas. Il est question d'une vente au rabais d'actifs de l'Etat pour lever jusqu'à 400 milliards d'euros. Parmi les cibles de la privatisation figurent l'entreprise publique ENEL et la société nationale de pétrole et de gaz ENI.

La France, quant à elle, va droit vers un renflouement massif de son système bancaire qui résultera inévitablement dans une forte intensification des mesures d'austérité à l'encontre de la classe ouvrière française. Ceci est favorisé tout particulièrement par les Etats-Unis et le FMI qui

redoutent les conséquences internationales qu'aurait l'effondrement d'une ou de plusieurs grandes banques françaises.

Plusieurs banques françaises importantes, dont BNP Paribas, la Société Générale et le Crédit Agricole, ont vu leur valeur marchande dégringoler ces dernières semaines alors que les marchés financiers introduisaient dans leurs calculs un défaut de paiement grec et les conséquences qu'il aura pour le système bancaire européen en général. Les actions de la Société Générale ont perdu plus de 50 pour cent depuis début août. Les actions de BPN Paribas ont chuté de 38 pour cent et le Crédit Agricole a perdu 37 pour cent durant la même période.

La valeur marchande de la Société Générale a dégringolé en passant de 110 milliards d'euro au milieu de 2007 à à peine 12 milliards lundi dernier.

Ces dernières semaines, les banques françaises et européennes ont eu de plus en plus de difficultés pour obtenir des financements à court terme sur les marchés privés. Selon JPMorgan Chase, le volume des crédits à court terme accordé aux banques de la zone euro a baissé de 50 milliards de dollars en août, une baisse de 14 pour cent par rapport à juillet et de 23 pour cent par rapport à juin. De là, les prêts accordés aux banques françaises ont reculé de 39 milliards de dollars. En prêtant cette semaine 575 millions de dollars (418 millions d'euros) à deux banques de la zone euro, la Banque centrale européenne a révélé un autre signe de la détresse croissante des banques européennes.

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a mis en garde contre un effondrement financier si les banques européennes n'étaient pas recapitalisées rapidement, c'est-à-dire renflouées à l'aide de fonds publics. Reuters a rapporté mercredi que le secrétaire américain au Trésor, Geithner, fera pression sur les ministres européens des Finances lors de la réunion de vendredi en Pologne pour augmenter le Fonds européen de stabilité financière (FESF) de 440 milliards d'euros décidé en juillet de manière à pouvoir y recourir pour sauver les banques défaillantes.

« Une source qui a ses entrées dans le fonds a dit à Reuters », rapporte le service d'information, que « Geithner encourageait une solution pour les banques européennes selon le schéma du Troubled Asset Relief Program (Tarp) aux Etats-Unis [ou Plan Paulson, mis en place à partir de septembre 2008], mais qu'il n'avait pas vraiment convaincu. »

Un nouveau et encore plus important sauvetage des banques en Europe ne fera pas plus pour la grande masse des gens que ne l'a fait le Troubled Asset Relief Program pour la population américaine. La première vague de renflouements, utilisée pour couvrir les mauvaises dettes de l'élite patronale financière, a mis en faillite les trésors nationaux et a fourni le prétexte à une attaque historique contre les emplois et le niveau de vie de la classe ouvrière aux Etats-Unis et internationalement. Lundi prochain, le président Obama doit dévoiler, dans un contexte de chômage de masse et de pauvreté croissante, son programme de milliers de milliards de dollars de réduction dans les programmes sociaux.

Malgré les différences qui existent au sein de la bourgeoisie internationale quant à la manière de venir à bout de la dette et de la crise bancaire, il y a un consensus universel pour que le coût de l'éclatement du système capitaliste soit supporté par la classe ouvrière. Les appels lancés par certaines factions, de laisser s'effondrer la Grèce et d'autres pays sont utilisés pour s'assurer que les coûts de tous les accords conclus pour éviter un effondrement financier retomberont sur le dos de la classe ouvrière.